

LES MINISTRES ALGÉRIENS SE PRÉCIPITENT DANS UNE CAMPAGNE D'APAISEMENT

Un discours exagérément rassurant

Face à la vague de protestations sociales qui secoue le Nord-Africain et qui ne cesse de mettre en péril les régimes totalitaires, les ministres algériens se précipitent dans une campagne d'apaisement, redoutant que le vent de changement qui souffle sur la Tunisie,

SMAÏL MIMOUN  
À PROPOS DU TOURISME  
EN ALGÉRIE :  
«Ça marche bien...  
au Sud» !



Selon les chiffres avancés ce jeudi à l'APN par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Smail Mimoun, l'Algérie a enregistré 1 million 900 mille touristes dont 500 mille étrangers durant l'année 2010. Visiblement optimiste, le ministre, qui estime que le tourisme marche bien en Algérie, surtout au Sud, a tenu à préciser qu'il ne s'agit là que d'un bilan provisoire en attendant la fin de la saison touristique au mois d'avril prochain. Par ailleurs, Smail Mimoun a fait savoir que son secteur compte actuellement 700 000 postes d'emploi, annonçant au passage la création de 380 000 postes de travail prévue d'ici 2014. Toutefois, le ministre ne voit pas la réalisation d'une telle perspective sans l'implication des investisseurs privés, auxquels, insiste-t-il, l'Etat a accordé toutes les facilités et s'est engagé à les accompagner dans cette nouvelle démarche. A cet effet, Smail Mimoun affirme avoir donné son accord pour la réalisation de 523 projets hôte-

riériste au mois d'avril prochain. Par ailleurs, Smail Mimoun a fait savoir que son secteur compte actuellement 700 000 postes d'emploi, annonçant au passage la création de 380 000 postes de travail prévue d'ici 2014. Toutefois, le ministre ne voit pas la réalisation d'une telle perspective sans l'implication des investisseurs privés, auxquels, insiste-t-il, l'Etat a accordé toutes les facilités et s'est engagé à les accompagner dans cette nouvelle démarche. A cet effet, Smail Mimoun affirme avoir donné son accord pour la réalisation de 523 projets hôte-

COORDINATION NATIONALE  
POUR LE CHANGEMENT  
ET LA DÉMOCRATIE  
La marche, le 12 février,  
à Alger

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie a confirmé, hier, à l'issue d'une réunion tenue à Alger, l'organisation d'une marche nationale dans la capitale le samedi 12 février. L'itinéraire de la marche ainsi que les slogans à scander ou à déployer sur des banderoles seront définis aujourd'hui par un comité d'organisation mis en place hier à cet effet. La coordination, qui regroupe des partis politiques et des organisations de la société civile, des syndicats, des associations et des collectifs, avait suggéré lors d'une première réunion d'appeler à une marche pour le 9 février, date de l'instauration il y a 19 ans de l'état d'urgence. La date a été revue, car elle coïncide avec un jour ouvrable. L'initiative de la coordination est la levée de l'état d'urgence et l'instauration de la démocratie véritable. La coordination a décidé également d'appeler les partis politiques à s'impliquer dans cette dynamique.

Farid S.

TIARET  
Un jeune tente de s'immoler  
par le feu à Medrissa

Ce jeudi vers 15h, un homme âgé de 33 ans a tenté de s'immoler par le feu à Medrissa, dans la daïra de Aïn Kermes, wilaya de Tiaret. C'est pour exiger sa titularisation à son poste d'agent qu'il occupe depuis plus de quatre ans dans le cadre du filet social que la victime s'est introduite dans le bureau du maire, une bouteille d'un produit inflammable dans la main.

Désespéré, l'homme a menacé sérieusement le maire de se suicider si sa revendication n'est pas satisfaite. Alertés, les services de la Protection civile ainsi que la police se sont rendus sur les lieux pour le raisonner.

Pour rappel, la semaine dernière, un cas similaire s'est produit à l'intérieur de l'hôpital de Sougueur où un fonctionnaire destinataire d'un questionnaire pour justifier son absentéisme avait recouru au même procédé en menaçant l'administration de se brûler vif.

M. B.

l'Egypte et le Yémen n'atteigne les côtes algériennes pour inciter la population à hisser encore une fois et après un retour au calme les voiles de la révolte sociale.

C'est du moins ce qui a été constaté ce jeudi à l'APN, où répondant à des questions

liers d'une capacité d'accueil de 500 000 lits qui nécessiteront une enveloppe budgétaire de l'ordre de 150 milliards de dinars.

TAYEB LOUH, MINISTRE  
DU TRAVAIL :  
«Il faut ouvrir des  
espaces de loisirs  
pour les jeunes»



Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, a insisté ce jeudi, en marge de son passage à l'APN, sur l'impérative ouverture d'espaces de loisirs au profit des jeunes et des familles.

Par ailleurs, le ministre a rappelé que la prise en charge des doléances et des préoccupations sociales a toujours figuré au centre des priorités de l'Etat, appelant à la nécessité de préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Toutefois, Tayeb Louh n'a pas omis d'évoquer le cas de «certaines parties» qu'il accuse de vouloir instrumentaliser des revendications sociales à des fins politiques. «Les jeunes savent bien qui travaille et qui se préoccupe de leur avenir», a-t-il ajouté. Sur un autre chapitre, le ministre a fait savoir que 530 917 jeunes dont 13 000 diplômés ont été recrutés en 2010. Selon lui, le marché de l'emploi accueille annuellement 12 000 diplômés. Concernant la stratégie nationale de lutte contre le chômage et de la promotion de l'emploi, Tayeb Louh a rappelé l'important rôle des élus locaux dans le suivi de ce programme à travers notamment l'accompagnement et le bon accueil des jeunes demandeurs de for-

orales, des députés, le ministre de l'Emploi Tayeb Louh, celui de la Santé Djamel Ould-Abbès ainsi que ceux du Tourisme, Smail Mimoun, et du Commerce Mustapha Benbada, ont opté pour un discours exagérément rassurant.

mation et d'emploi. Ainsi, pour la réussite de cette stratégie qui, selon le ministre, «s'inspire d'une approche économique qui repose sur l'encouragement de l'investissement créateur de richesse et d'emploi», Tayeb Louh a cité un certain nombre de mesures incitatives, à l'exemple du prolongement de la période d'exonération fiscale au profit des jeunes investisseurs qui s'engagent à recruter cinq chômeurs, ainsi que le paiement du salaire des jeunes recrutés durant les trois premières années en vue de réduire les charges des employeurs et faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

DJAMEL OULD-ABBÈS :  
«Le nouveau projet de loi  
sur la santé s'étalera  
sur 20 ans»

Le ministre de la Santé et de la Réforme hospitalière, Djamel Ould-Abbès, a annoncé jeudi à l'APN que le projet de loi sur la santé en cours d'élaboration s'étalera sur 20 ans (2011-2030), afin de permettre au secteur dont il a la charge de s'adapter au développement scientifique ainsi qu'aux mutations socioéconomiques et culturelles que connaît la société algérienne. Par ailleurs, Ould-Abbès a fait savoir que son secteur accueillera 29 nouvelles écoles de formation paramédicale entre 2011 et 2014 et qui vont permettre la formation de 9 000 infirmiers. Le ministre a également affirmé que des infirmiers et des infirmières ont été recrutés par centaines cette année au niveau de plusieurs wilayas du pays. Comme il a promis la réalisation de nouveaux hôpitaux, notamment un hôpital psychiatrique, trois polycliniques et un centre de désintoxication dans la wilaya d'Illizi.

Mehdi Mehenni



Photos : Samir Sid.

COMMERCE

Benbada se veut le garant du système rentier

*Outre l'option du Premier ministre de limiter les retraits du permis de conduire en vue d'apaiser les esprits des citoyens, une mesure qui vaudra à elle seule de jeter tout le gouvernement dans les poubelles de l'histoire (lire le Soir d'Algérie du 27 janvier 2011), ce sont les sorties médiatiques du ministre du Commerce, Mustapha Benbada, qui expriment le mieux la panique gagnant le sommet de l'Etat. Par des mesures pour le moins populistes qui, non seulement, cachent mal le manque d'imagination de l'Exécutif, mais ne rassurent guère sur l'avenir des Algériens, Benbada se veut plutôt le garant du système rentier.*

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - «2011 sera l'année de la régulation du marché», a déclaré jeudi le ministre, en réponse à une question orale d'une députée du FLN. Une régulation qu'il définit par la «fixation» ou le «plafonnement» des prix des produits de base. Devant la presse, il proposera même d'ouvrir un débat national sur la subvention des prix... Ceci, au moment où son département, a-t-il révélé mercredi – soit à la veille de cette dernière sortie médiatique –, est sur le point de finaliser un «cadre juridique relatif aux prix des produits de large consommation qui sera soumis au gouvernement dans les prochaines semaines». Des déclarations contradictoires

qui dénotent plutôt dans quel état d'esprit se trouve le gouvernement lequel, au lieu de favoriser la création des richesses, puise dans les épargnes de l'Etat pour circonscrire le feu sur le front social et apaiser la tension de la rue. Or, il y a deux semaines, le même ministre, en annonçant des concessions grossières aux importateurs d'huile et du sucre (300 milliards de centimes en guise de compensations et 2700 autres milliards de centimes résultant de l'abattement fiscal sur huit mois), a décrié une éventuelle situation de monopole que pourrait générer la répercussion de cet abattement fiscal sur les prix appliqués par un producteur privé. Le ministre

avait, rappelons-le, évoqué un plafonnement des prix avant de corriger sa terminologie et sommer cet opérateur de respecter des prix plutôt «fixés». Hier encore, Benbada s'était contredit en intervenant sur cette même histoire du sucre et d'huile en modérant ses paroles. «Il n'y a aucune situation de monopole sur le marché algérien mais juste une situation de dominance qui n'est pas interdite par la loi», a-t-il répondu à une question sur le monopole de cet opérateur privé. «Lorsqu'un opérateur dépasse 45% de parts de marché on parle d'une position dominante. La loi interdit par contre l'abus dans l'utilisation d'une telle situation», expliquera-t-il. Et d'ajouter : «S'il y a lieu de constater un abus, ça doit être fait par les concurrents eux-mêmes qui doivent protester auprès du Conseil de la concurrence.» Un organisme qui n'a jamais été installé depuis sa création en 2003, avouera-t-il, plutôt «à cause de blocage au niveau de l'administration. Un blocage qu'il n'a cependant pas daigné expliquer, se contentant d'annoncer la relance de ce conseil. «Il y a

des problèmes au niveau des rouages administratifs habilités à traiter ce dossier, mais si le travail n'avance pas correctement, on demandera son examen par un conseil interministériel. Cela va permettre de débloquer la situation pour arriver enfin à élaborer les textes d'application d'un conseil de concurrence opérationnel», a-t-il déclaré en marge de la plénière de ce jeudi. Il convient de rappeler que le gouvernement a fait d'autres concessions aux minotiers en prévision d'une éventuelle hausse des prix du blé sur le marché mondial. Une mesure insensée, sachant que les capacités nationales de trituration sont de l'ordre de 250% de la demande du marché national. Il a, en effet, augmenté le quota des transformateurs privés à 60% des capacités de triturations de chacun. Dit autrement, l'Etat s'évertue à importer le blé en devise forte pour le céder à des prix subventionnés à des privés. Des concessions qui n'ont eu, pour le moment, aucune répercussion sur les prix des autres produits, outre la farine panifiable et la semoule... L. H.